

<https://ricochets.cc/Feuilles-du-Platane-3eme-volet-Contre-l-informatisation-de-l-acces-aux-Calanques.htm>
↓



Feuilles du Platane, 3ème volet | Contre l'informatisation de l'accès aux Calanques

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 21 novembre 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés



Par la voix de ses plus hautes autorités scientifiques, économiques et politiques, c'est maintenant la société du Développement qui parle de protection de la nature, d'écologie et d'énergies nouvelles. Mais peut-il y avoir protection de la nature par la société qui la détruit ? Poser la question, c'est y répondre. En récupérant ainsi les slogans de l'écologie, elle se protège contre les réactions de la nature et des hommes. En effet, pour continuer d'exploiter la terre, elle sera de plus en plus obligée de la conserver, et notre société devra fournir des placebos aux besoins naturels humains qui s'exaspèrent. Notre société sait « prendre les devants », alimenter la masse en paroles et en spectacles, et caser les individus les plus exigeants dans les labos, bureaux ou parcs où ils satisferont leurs manies ailleurs interdites.

Bernard Charbonneau, *Le Feu Vert*, Éditions l'Échappée, page 133

La récupération par la Technostructure

Il est 9h50 quand les premier.es opposant.es à l'informatisation de l'accès aux Calanques de Sugiton et des Pierres tombées arrivent à la porte d'entrée principale de Sugiton : Luminy. Vaste campus à l'américaine s'étendant sur 94 hectares, dont 10 de bâtis, il a accueilli 16700 *Lumyniens* [1] sur l'année scolaire 2020-2021. Une petite ville d'étudiant.es, de chercheur.euses et d'employé.es à quelques minutes de la Calanque la plus contrôlée du massif. Ce campus de béton, héritage de l'époque Deferre [2], a été érigé sur des terres autrefois cultivées [3]. On y semait le blé et l'avoine. On y récoltait des olives, des cerises, des figues, des amandes... On y pratiquait l'élevage de moutons [4]. Une époque révolue. Ainsi va le sens de l'histoire moderne : ce qui était n'est plus. Les destructions ont un caractère tristement irréversible.

Très récemment, en 2018, une poignée de Marseillais.es, quelques étudiant.es et « amoureux.ses de la nature » l'ont amèrement constaté en s'opposant à l'agrandissement de l'école de commerce Kedge. 298 pins d'Alep ont été coupés [5] pour laisser place aux nouveaux locaux d'une école se vantant d'être « *originale, durable et inclusive* [6] ». C'était évidemment le signe d'un renforcement de la logique de destruction du monde. On rase une pinède pour accroître le potentiel nuisible d'une société où tout es à vendre, même la nature. Longue vie aux écoles de commerces et au type de société qu'elles font advenir ! Le président du Parc National des Calanques, Didier Réault avait pourtant tout entrepris pour sauver la pinède : « *On souhaite que Kedge respecte ses engagements*

environnementaux, c'est-à-dire des toitures végétalisées, la replantation d'espèces typiques du parc et une meilleure gestion de l'accessibilité [7] ». Autrement dit, continuez les amis ! Tant pis pour ces pins que le sort a placé dans « l'aire optimale d'adhésion ». Bien « qu'en solidarité écologique avec le cœur [8] », cette aire n'est en fait soumise à aucune réglementation environnementale particulière. Ne s'agirait-il pas en réalité d'une « aire optimale d'adhésion » aux projets des bétonneurs de la région ? La vitesse à laquelle cette pinède a été détruite [9] permet d'aborder le sujet de la sur-fréquentation de la calanque de Sugiton avec un tout autre regard. Un regard maintenant éclairé par des ordres de grandeur bien enracinés.

C'est dans cet environnement dégradé mélangeant asphalte, constructions élevées et pins que nous nous retrouvons avec une poignée de réfractaires. Peu de personnes ont répondu à notre appel. Force est de constater qu'il est difficile de mobiliser en plein été. D'autant plus lorsque volontairement nous faisons le choix d'être absent.es des réseaux « sociaux [10] ». Enfin, le sujet est délicat et il n'est pas aisé de passer derrière le message écolo de la mesure pour en comprendre les enjeux. Nous manquons tous de temps, assommé.es que nous sommes sous une pluie d'informations. On peut donc, facilement, se faire manipuler par le bien-fondé de ce dispositif. Et puis, quelle lutte choisir parmi toutes celles qui nous accablent ? C'est la question légitime que se pose un des opposant.es rencontré.es ce jour. Sous l'ombre apaisée du Platane, nous avons décidé de nous intéresser aux problématiques locales. Or, il se trouve qu'il y a des liens entre celles-ci et les dérives globales de notre temps. Cette petite lutte localisée, potentiellement insignifiante aux yeux de certains s'intègre en fait dans une dynamique à l'oeuvre plus générale. Jacques Ellul disait : « Penser globalement, agir localement » en ajoutant : « Si l'on veut agir vraiment il faut le faire à partir de la base, à l'échelle humaine, localement, et par une série de petites actions réduites en dimension, mais effectuées en tenant compte de tout le donné humain, ce qui ne peut s'effectuer qu'à une échelle réduite. » Nous, nous sommes de Marseille et de ses environs, c'est donc ici que notre opposition à la société industrielle prend sa source, s'enracine et se manifeste. A ce propos, une aimable personne rencontrée ce jour nous dit : « les Calanques c'est mon terrain de jeu, mon espace d'évasion » ; « je ne sais jamais où je vais aller quand je rentre dans le massif. ». Très juste ! Et c'est bien là le point de départ de ce qui nous révolte : la planification permanente de nos activités, la perte de spontanéité de nos promenades. Nous, chimpanzés du futur [11] nous aimons l'imprévu. Par conséquent, nous refusons d'être réduit.es à de simple flux de visiteur.ices géré.es par le biais de prothèses électroniques.

Il est 10h10 quand un SUV du Parc National des Calanques vient se garer à côté du petit groupe d'opposant.es que nous constituons. Deux gardes en sortent et s'approchent de nous. L'un d'entre eux, probablement le supérieur hiérarchique dit à un des opposants nous aidant à plier des tracts : « Vous êtes le Platane ? ». « Pas du tout » lui rétorque-t-il, « je suis juste là pour aider ». L'officiel du Parc s'adresse ensuite au groupe, le regard fuyant : « On a reçu un mail hier soir, qui citait Le Platane et qui posait pas mal de questions. Voilà, on est là pour y répondre... », « Dans un esprit d'échange constructif ». Il continue en précisant qu'ils n'avaient pas de contact pour échanger. Ce qui ne manque pas de nous surprendre car nous mettons notre adresse courriel à la fin de nos textes et tracts pour justement être contacté. D'autant plus que l'enquête [12] leur avait été transmise, ainsi qu'une lettre manuscrite afin d'échanger sur cette expérimentation.

Après quelques secondes, l'un de nous pose une question sur les raisons de ce dispositif. Il n'en fallait pas plus pour lancer le garde. Un monologue interminable sur les raisons qui ont poussé le PNC à agir de la sorte. Dans la bouillabaisse d'informations livrées, il précise fièrement « Le dispositif que nous avons mis en place s'intègre dans le **programme européen LIFE** (L'instrument Financier pour l'Environnement) ».

D'après le site du gouvernement « ce dispositif est un instrument financier de la commission européenne, dédié au soutien de projets innovants, privés ou publics, dans les domaines de l'environnement et du climat ». Il doit permettre à notre « continent de devenir neutre pour le climat à l'horizon 2050, à mettre la biodiversité de l'Europe sur la voie du rétablissement à l'horizon 2030 et à réaliser la relance écologique de l'Union après la pandémie de COVID-19 ». Rien que ça ! Pour ce faire, l'Europe investit beaucoup d'argent : 562 millions d'euros [13]. Impressionnant si l'on pense que l'argent peut tout régler.

Ce programme mute sur le plan local en **LIFE Habitats Calanques**. La plaquette de présentation de ce dispositif est limpide : « Adoptez le Calanques life, c'est agir sur les paysages uniques et la flore discrète du littoral. ». Nous

connaissions bien ce programme qui représente à lui seul les contradictions de notre société. En effet, ce dernier consiste à arracher les plantes exotiques envahissantes menaçant la biodiversité tels que l'agave d'Amérique, les figuiers de Barbarie, les griffes de sorcière ou encore les luzernes arborescentes. Les énormes sacs contenant ces intrus sont ensuite acheminés par **hélicoptère** vers des zones plus accessibles pour qu'ils finissent leurs vies vers un « centre de revalorisation des déchets » : Biotechna [14]. Pour faire de cet endroit un enclos exempt de tout apport extérieur, les gestionnaires ne voient donc pas le problème quant à l'utilisation d'une machine extrêmement coûteuse en énergie. Tout ceci dans le cadre d'un programme visant à rendre le vieux continent « *neutre pour le climat* ». La recherche effrénée d'une pureté originelle de la nature à l'aide d'engins énergivores créant d'autres problèmes sur l'environnement n'est pas désirable. Les mécanismes de compensation, à l'instar de ce programme, restent des chimères.

Le garde continue à nous assommer avec son discours digne d'un professionnel de la politique. « *Nous n'avons pas le choix* », « *On était coincés* ». C'est l'argument principal qu'il n'aura de cesse de nous répéter. Ce discours fataliste d'une personne acculée à ces obligations vise, inconsciemment ou pas, à nous empêcher de développer notre argumentaire. Si nous n'avons plus le choix, alors pourquoi s'y opposer ? Pourtant, nous pensions que nous étions toujours *libres de choisir*. Visiblement ceci ne s'applique pas au PNC. Or, en matière de politique publique, les décideurs ont toujours le choix de faire ou de ne pas faire, de faire d'une certaine manière ou d'une autre... Bref, les décisions qui sont prises, le sont volontairement et s'inscrivent dans une logique de gestion du monde que nous déplorons. Nous décidons donc de prendre le contrepied de ces faits qui s'imposent à nous.

"Que proposons-nous ? D'en finir avec la société techno-industrielle et ses gestionnaires de catastrophes en tout genre. Après cela, voyons comment se comporteront les algues de posidonies et les pins de Sugiton. Nous jugerons des solutions à prendre uniquement dans ce cadre."

Il continue ensuite avec l'inévitable « *C'était de toute manière la meilleure solution* ». « *Allez-y vous, proposez des solutions ! Nous on agit* ». Précisons que l'enquête n'avait pas vocation à proposer des solutions, encore moins quand celles-ci s'avèrent limitées au cadre restreint que nous impose l'organisation technoscientifique actuelle du monde. Les solutions proposées par les gestionnaires et leurs conseils scientifiques ne questionnent jamais la justice, la morale ou encore le sensible. Elles écartent sciemment ces axes de réflexions, essentiels à nos yeux. La solution ultime pour régler le problème de l'érosion aurait pu être l'interdiction totale d'accéder au lieu. Une mise sous cloche comme le souhaitent certains intégristes de la nature. On aurait pu également proposer de recréer cette Calanques dans un musée, à la manière de la grotte Cosquer ou encore proposer des visites dans le Metavers [15]. Pour autant, voulons-nous de ce monde où les humains seraient privés de nature ? Est-ce moral de le faire ? Est-ce souhaitable ? Évidemment non et c'est bien là tout l'enjeu de ce permis. Finalement, les solutions ressemblent plus à des objets de manipulation de l'opinion publique, où celui et celle qui propose est systématiquement considéré.e comme la grand.e gagnant.e du simulacre de débat public : « *Eux, au moins, ils proposent des solutions* ». Il en résulte inévitablement un appauvrissement de la réflexion sur tous les sujets concernés. Les solutions doivent être simples pour être comprises de toutes, efficaces et validées par des autorités scientifiques. Nous n'en sommes pas et n'avons donc pas voix au chapitre. Ce que nous pourrions proposer sera donc systématiquement jugé d'utopiste. Un mouvement écologiste, digne de ce nom, ne devrait peut-être pas s'abaisser aux pratiques des solutionnistes compulsifs. Notre crédibilité peut en dépendre. D'ailleurs, nous ne refusons pas les solutions des gestionnaires car nous en aurions de meilleures, sorties de nos nombreuses discussions sous le Platane, mais car nous ne voulons pas du monde qu'ils nous imposent : un monde-machine, bardé de capteurs, géré par ordinateurs où les humains seraient dépossédés de leurs liens avec la nature. En d'autres termes, Le Platane n'est pas une start-up marseillaise innovante sur les questions environnementales, pratiquant le « mode post-it » avec ses « facilitateurs » en éco-solutions. Que proposons-nous ? D'en finir avec la société techno-industrielle et ses gestionnaires de catastrophes en tout genre. Après cela, voyons comment se comporteront les algues de posidonies et les pins de Sugiton. Nous jugerons des solutions à prendre uniquement dans ce cadre. Soyons exigeants.

« *On avait jusqu'à 4000 visiteurs par jour* » nous dira le garde hâbleur pour appuyer encore un peu plus son propos. En mai dernier, Cécilia Claeys, sociologue de la nature, parlait sur France Culture [16] d'environ 1000 visiteurs par jour. Par la suite, la presse faisait état de 2500 visiteurs. Désormais nous sommes à 4000 ! Qui dit plus ? Quelle crédibilité donner aux systèmes de comptage ? Aucune. Ce flou permet la course aux chiffres inquiétants et si vous n'êtes pas convaincu.es par la mesure, le PNC, comme le garde, n'hésiteront probablement pas à gonfler encore un peu plus les statistiques.

Puis, le garde s'aventure sur le terrain de la publicité faite au site et de ses conséquences sur le sur-tourisme. « *Nous déplorons comme vous les réseaux sociaux* », « *nous subissons la publicité faite sur internet* ». L'officiel du parc place donc son employeur en dehors de ces réseaux de communications. Ils subissent comme nous ! Ils sont de notre côté. Il faut donc prioriser notre combat sur les Gafam. Certes mais à cela, nous lui rétorquons que le Parc utilise les mêmes canaux de diffusion des désirs, sur son site internet, par le biais de son application, par sa page Facebook, TripAdvisor ou par la récente campagne de promotion de la mesure : « *Réserver, c'est préserver* ». Une vidéo a même été réalisée. On y voit des visiteur.euses, le sourire aux lèvres descendre dans une Calanque que l'on présente sous quelques angles alléchants aux futur.es visiteur.euses. De mauvaise foi, il dément pourtant toute publicité du Parc. Quand l'un d'entre nous s'aventure à lui poser une question, il s'agace : « *Laissez-moi parler !* ». Visiblement, nous le dérangeons et son inconsistance sur ce sujet saute aux yeux. De toute évidence ce monsieur ne connaît pas non plus le site internet du PNC où la rubrique « *à découvrir* » est une invitation à visiter le massif. On y voit de très belles photos de toutes les Calanques agrémentées d'explications sur les chemins d'accès et de quelques conseils infantilisants pour préparer correctement ses visites. L'équivalent d'une carte pour choisir sa pizza avec son supplément de « *rencontres et d'émotions* ». Une personne ajoute que les reportages à la télévision sont également des incitations à la visite. Il semble ne pas comprendre que parler de quelque chose sur ce média, c'est déjà en faire la publicité. Il niera jusqu'au bout le marketing effectué par le PNC, tout en précisant que « *la ville de Marseille, elle, elle fait de la pub, mais pas le Parc* ». C'est bien de balancer ses collègues ! De notre côté, son catéchisme ne prendra pas.

Le garde, deux *ordiphones* à la main, joue le rôle d'une personne importante. Il ne nous regardera jamais dans les yeux et prendra systématiquement le dessus sur les échanges que nous aurions pu avoir. Nous le laissons parler et notons scrupuleusement ses incohérences. Il s'éclipsera quelques instants, laissant enfin un peu de place au deuxième agent jusqu'ici muet. Ce deuxième agent est bien plus agréable que son collègue mais semble mal à l'aise d'être ici. Une des personnes ayant répondu à notre appel lance le débat sur les alternatives possibles. « *Il aurait été plus acceptable de faire plus de pédagogie* ». Il nous répond : « *On embauche une soixantaine de personnes pour faire de la prévention, si vous ne les avez pas vu vous m'inquiétez car ça veut dire qu'on est pas assez visible* ». En effet, nous les connaissons ces « *éco-conseillers* ». Vous savez, ceux qui vous demandent si vous avez pris suffisamment d'eau ou que vous avez bien mis vos meilleures sandales... euh non, pardon vos meilleures chaussures de montagne. C'est d'ailleurs un peu cette scène qui se joue derrière nous où deux jeunes gens infantilisent un randonneur d'âge mûr et d'allure avertie :

â€" « *Vous avez pris de l'eau ?* »

â€" « *Euh, oui* »

â€" « *Combien de litres ?* »

â€" « *Deux litres* » répond-il inquiet

â€" « *Et vous allez où ?* »

â€" « *Vers la grande Candelle* »

Ce court extrait ne prouve, en lui-même et à lui seul, pas grand-chose. Mais il laisse imaginer à la fois une formation des éco-gardes qui laisse à désirer et un manque évident de pertinence dans le discours qu'on leur demande de tenir. Nous n'avons pas entendu : « *Ne prenez pas votre pique-nique à tel endroit, car vous risquez de dégrader telle plante...* » ; « *Attention si vous le faites, vous vous exposez à une contravention...* » ; Ou une quelconque explication sur la faune et la flore des Calanques particulièrement menacée par le sur-tourisme. Seulement des conseil

élémentaires comme nous pourrions en donner à nos enfants. Qu'aurait fait un Edward Abbey [17] s'il avait été *ranger* dans les Calanques ?

Le garde en chef revenu, il déclare que le PNC avait fait de la pédagogie sa priorité toute l'année et notamment dans les écoles. En revanche, face « à la horde de touristes en été », il semblait convaincu du fait que la pédagogie ne pouvait pas suffire et que le système de réservation protégeait d'une certaine façon le personnel du parc national qui ne pourraient ainsi pas « se faire tabasser ». Dans la peur de l'autre, cet animal violent, le monde sans contact se justifie. Une bonne conversation, même un peu vive, a pourtant du bon. Chacun le sait. Le pire étant de ne plus échanger, de ne plus se confronter à des avis opposés. En faisant cette hypothèse du visiteur-cogneur, tout est justifiable, même la pire des injustices.

Par la suite, l'officiel du Parc continue avec l'argument, maintes fois répété par les médias [18], consistant à dire que les visiteurs de la Calanque sont ravis. Cet argument simpliste fait du consommateur ou de l'utilisateur le responsable des choix de société. Nous lui assénons une comparaison éloquente dont il ne se remettra pas. « Ce raisonnement reviendrait à valider l'utilisation de pesticides par les seuls agriculteurs en utilisant. C'est absurde ! ». Le Platane les a interrogés pour l'occasion. Ils sont à l'unanimité ravis de ces produits chimiques. Ils gagnent du temps. Les rendements sont meilleurs. Et puis, il faut bien le dire, *c'est bien pratique*. Or, nous, nous remettons en question ce choix de société. « La seule question qui ait du sens ici est donc : Est-ce souhaitable que les Calanques ne soient plus un espace de liberté ? ». Dans les cordes il nous répond vaincu : « je sais ça, pour la liberté, je sais ».

A 10h30, un véhicule de la gendarmerie maritime arrive. Trois gendarmes en sortent et s'approchent de nous. Le garde volubile s'empresse de dire « Je ne les ai pas prévus hein ». Les gendarmes saluent les gardes en demandant ce qu'il se passe. Le garde explique que nous sommes des opposants au permis de visite. D'un ton paternaliste voire méprisant il nous dit : « Mais pourquoi vous êtes opposés à ça ? C'est pour protéger la Calanque qu'on fait ça, et puis c'est quoi vos arguments ? ». Il est difficile de demander de résumer onze pages d'argumentaires à la volée. Encore une fois il faut du temps et le gendarme ne nous en laisse pas. On lui propose un de nos tracts pour qu'il en lise un résumé. Il bute une première fois sur le mot : autoritaire « Ah ça c'est le grand classique. Bon ! ». Puis il continue à lire à voix haute « **Si nous ne refusons pas ces dérives**, alors la start-up nation et l'industrie continueront à innover sur le juteux marché... ». Il stoppe net sa lecture : « Mais pas du tout, il ne s'agit pas d'un marché », « Alors là non, il s'agit uniquement de protection de l'environnement ». Pourtant, peu de temps avant l'arrivée des gendarmes nous demandions le coût total de la mesure aux deux gardes. Le deuxième garde, le discret nous disait gêné « On a signé un gros chèque ». Le Canard enchaîné dans l'article du professeur Canardeau « Vivent les Calanques 2.0 » avait parlé de 60'000 euros. La somme de 80'000 euros a même été évoquée sur BFMTV [19]. Il s'agit évidemment d'un marché dans lequel les gestionnaires du Parc rencontrent des sociétés de sécurité, des développeurs de plateforme numérique, des publicitaires pour s'occuper du produit que représentent les espaces naturels. Il y a bien un marché et des échanges d'argent en témoignent.

Quelques minutes après l'arrivée des gendarmes, une voiture de la police nationale se joint à notre petite causerie. Rougissant, le garde précise à nouveau qu'il ne les a pas appelés. Suivie quelques instants après par une voiture banalisée, probablement la BAC. Ils échangent quelques signes puis s'en vont. Pendant quelques secondes l'événement a donc mobilisé plus de force de l'ordre que d'opposants. C'est ironique quand on sait que plus tard, le gendarme nous dira pour justifier les moyens technologiques mis en place qu'ils ne peuvent pas mobiliser autant de représentants de l'ordre qu'il n'y a de visiteurs. Notre événement semble ainsi avoir suscité quelques craintes du côté du Parc. En contradiction avec les propos du garde, le gendarme nous dira plus tard « Mes collègues nous ont prévus qu'il devait y avoir une manifestation. On est là pour voir si tout se passe bien... Pour votre sécurité ».

Nous restons avec les gardes et les gendarmes. Il n'y a évidemment jamais eu de discussions à proprement parler et nous ne sommes pas sûrs que notre propos a été compris, bien que le gendarme loquasse ponctuée ses phrases par « Mais moi je vois ce que vous voulez dire ». Plus tard, il sortira l'argument fatal, le coup de grâce : « mais vous

vivez dans le monde des bisounours. Les gens sont méchants ». On retrouve nos visiteurs-cogneurs ! Et puis « *les gens font n'importe quoi, bon vous ça va, vous ne dites pas trop de conneries, mais vous voyez ce que je veux dire ?* ». Non pas vraiment. En effet, lorsqu'on dit « *les gens font n'importe quoi* » on justifie toute sorte de mesure sans aucun fondement sérieux. Les gens c'est tout le monde, vous et nous. Personne ne peut s'extraire de cette essentialisation sous prétexte de vertu. Vous êtes des gens et les gens font *n'importe quoi*. Fin de la discussion. Réduit à un vulgaire *gens* irrespectueux, la solution de la contrainte de l'autre devient une évidence. Ainsi, en braquant le projecteur sur les visiteur.euses voyou.es de Sugiton on plonge tout le reste dans le noir, le sujet et les faits. Dans ce cadre il est illusoire de prétendre trouver une « solution ». Ensuite, que veut dire « *faire n'importe quoi* » dans l'esprit de ce gendarme et de nos contradicteurs ? Parlent-ils des incivilités commises ? De la quantité de crème solaire utilisée ? Du volume trop élevé de la musique ? Certaines de ces problématiques, bien réelles, ne peuvent pas être totalement réglées avec un permis de visite. En effet, comme nous le disions dans notre enquête, rien ne permet de dire que la smart visiteur.euse sera plus respectueux.euse du lieu. Statistiquement, on pourrait dire qu'il y a moins de risque d'être confronté à des incivilités. Cependant, les statistiques sont, bien souvent, des appauvrissements de la vie réelle. Elles servent principalement à justifier des décisions mais ne peuvent jamais décrire les nuances de la réalité. Celle-ci, nous la connaissons. Dans le monde réel certain.es humain.es sont équipés.es d'une multitude de gadgets : *ordiphones* et enceintes connectées notamment. Quand les *smartiens* sortent de leur technotope, ils ne voient aucun problème à mettre de la musique dans un milieu naturel. Le fameux « *Je fais ce que je veux, je suis libre* ». Le permis ne permettra donc pas de sortir le *smartien* de son contexte aliénant. Bien au contraire, il l'y enferme un peu plus. Le seul problème que peut éventuellement régler ce permis c'est celui de l'érosion. S'il y a moins de monde dans la calanque alors effectivement les visiteur.euses n'iront pas s'entasser à proximité des racines dénudées des pins ou dans les hauteurs de la Calanque. Il y aura aussi moins de monde sur les chemins patinés. Le problème de l'érosion nous ne le nions pas. En revanche, il doit urgemment être remis en perspective avec toutes les nuisances présentes dans le Parc. Ce n'est pas le choix qui a été fait. Le porte-parole du Parc préfère déclarer à la presse « *Si on ne faisait rien, on risquait de perdre totalement ce paysage [20]* ». Seuls les carriers et les bétonneurs ont le pouvoir de faire disparaître des paysages. Pas les visiteur.euses des Calanques. Le PNC a oublié la pinède de Kedge. Pas nous.

"Demander systématiquement aux réfractaires de la course absurde au *progrès* d'être irréprochables en utilisant ni ordinateur, ni internet, ni téléphone, ni imprimante n'est pas sérieux. Ne pas utiliser certains de ces gadgets reviendrait à faire de cette lutte une simple conversation entre ami.es."

Le gendarme continue à vanter les mérites du dispositif qu'il considère écologique : « *Mais c'est bien, c'est pour préserver l'environnement. On ne peut pas être contre ça !* ». Nous lui rétorquons qu'il est contradictoire de prétendre préserver l'environnement en utilisant des systèmes technologiques reconnus comme destructeurs de l'environnement. Fier, il lève au ciel notre tract et dit « *Ça aussi ce n'est pas écologique !... Non, mais vous voyez ce que je veux dire ? Rien n'est écologique* ». En effet, les papeteries consomment de l'énergie, les cartouches d'encre polluent, les imprimantes ne fonctionneraient pas sans composants électroniques... Ceci nous le savons fort bien. En revanche, demander systématiquement aux réfractaires de la course absurde au *progrès* d'être irréprochables en utilisant ni ordinateur, ni internet, ni téléphone, ni imprimante n'est pas sérieux. Ne pas utiliser certains de ces gadgets reviendrait à faire de cette lutte une simple conversation entre ami.es. Il faut parfois, utiliser un peu d'encre pour faire passer des messages. Bien que cela nous coûte, nous le faisons. De plus, le gendarme ne semble pas mesurer l'ampleur du désastre écologique et social qui se joue avec le numérique. L'un de nous se charge de lui en présenter quelques aspects. Le drame qui se joue se matérialise très concrètement par des mines gigantesques et leurs lots de nuisances [21], des *datacenters*, des usines à microprocesseurs asséchant les nappes phréatiques [22], des satellites ou encore des suicides comme chez Foxconn [23] ... Au regard, sensible, de tout ceci, continuer cette progression jusqu'au-boutiste de la numérisation de nos vies est pure folie.

Par la suite nous insistons sur le caractère inéquitable de la mesure, argument déjà évoqué dans notre enquête.

L'officiel du Parc nous affirme qu'il est tout à fait possible de venir réserver dans leurs locaux et précise que des gens l'ont fait : « *Oh pas des centaines* ». Comment ont-ils fait, car la démarche n'est absolument pas indiquée sur le site ? « *C'est faux !* » prétend-il. Il fait mine de manipuler son *ordiphone* pour nous le prouver puis se ravise sagement. En effet, la démarche est peut être indiquée dans un recoin du site, mais il faut faire des fouilles minutieuses pour y parvenir. Il est tellement compliqué d'avoir cette information que l'on peut considérer qu'elle n'est pas disponible. D'ailleurs, nous ne l'avons ni trouvée sur la page dédiée à la réservation sur le site, ni sur l'arrêté préfectoral. Sur le site du parc il est seulement dit : « *La réservation pour Sugiton s'effectue en ligne à partir du site internet du Parc national des Calanques. Elle est gratuite et rapide.* ». Elle est avant tout injuste car elle s'adresse aux individu.es à l'aise avec ces objets numériques. Nous revendiquons le fait que l'État, comme le PNC, n'a pas à exiger de nous que nous soyons muni.es d'un ordinateur ou d'un *smartphone*, et encore moins quand il s'agit de nos déplacements dans des espaces naturels. Il dira ensuite : « *Vous vous focalisez sur le QR code, mais il n'y a pas besoin de QR code pour y aller* ». L'un de nous lui répond : « *Ah bon ? Donc on n'a pas besoin de permis ?* », puis il précise « *Si, si mais vous n'êtes pas obligé.es de montrer votre téléphone...* ». L'alternative proposée par le PNC revient donc à imprimer notre *code QR* sur un petit bout de papier pour pouvoir accéder à la Calanque. De toute évidence, le garde n'a pas compris notre propos. Malheureusement, nous n'avons pas eu l'opportunité d'aborder l'aspect inéquitable du dispositif pour les classes populaires. Nous y reviendrons plus tard.

En parallèle de cela un groupe questionne un garde sur la généralisation de cette mesure à d'autres espaces naturels. En Vau, Port Pin notamment. Il dit « *Jamais ! Le Parc n'a pas vocation à généraliser cette mesure. Les sites sont très fréquentés mais on ne remarque pas de pression sur la biodiversité* ». C'est noté ! On a également parlé des îles du Frioul et de la publicité faite pour les navettes qui les desservent toute l'année. Leur réponse fut de dire que de toute façon, en termes de biodiversité, tout était mort et stérile aux abords du Frioul et que du coup le mal était fait. Puis ils changeront de stratégies en précisant que le sujet avait été abordé avec le maire et que ce dernier se serait engagé à réduire la publicité du site. Qu'en est-il vraiment ?

A 11h30, nous sommes enfin libéré.es des gendarmes et des gardes. Leur simple présence a-t-elle pu en un sens démotiver, décourager ou effrayer d'éventuel.les sympathisant.es qui ne se sont finalement pas joint.es à nous à cause d'eux ?

Un groupe de sympathisant.es avait déjà commencé à distribuer des tracts, en interrogeant les visiteur.euses. Ce qui était assez frappant selon elleux, c'était la proportion de touristes non marseillais.es. On était très loin, dans cet échantillon, de ce que nous disaient les agents du Parc : « *Il y a 70% de marseillais* ». De plus, un nombre non négligeable de passant.es n'était pas au courant de la réservation obligatoire. Ce qui inévitablement a des conséquences sur la répartition de ces personnes dans le massif. On sait que certain.es ont fait le choix de se diriger vers Morgiou. Iels nous l'ont dit. Pourtant, le garde nous avait assuré qu'il n'y avait pas de hausse de la fréquentation dans la Calanque de Morgiou cet été. Nous ne le croyons pas. En effet, nous ne pensons pas que les visiteur.euses refoulé.es de Sugiton choisiront de retourner chez elleux. Ils et elles trouveront des alternatives, notamment à l'aide de leurs applications mobiles type *Mes Calanques* ou d'un site internet comme *Viso Rando* ou encore en *flash-codant* les nombreux *code QR* disponibles dans le massif. C'est d'ailleurs la première réaction de certain.es visiteur.euses apprenant la mauvaise nouvelle : Se ruer sur leur *smartphone* et flash-coder. Perdu.es sur le parking de Luminy iels s'accrochent à leurs boussoles numériques. Ainsi, les visiteur.euses n'ayant pas la possibilité d'aller à Sugiton passent par un chemin plus étroit pour se rendre à Morgiou. N'est-ce pas là un effet contre-productif de la mesure ?

Par la suite, nous abordons deux jeunes passantes qui avaient réservé leur place. A la vue de notre tract, l'une d'entre elle de dire : « *Ah, je l'ai déjà lu je crois. C'est la prière c'est ça ?* ». Elles partirent trop vites pour que nous puissions échanger. Nous aurions pu leur répondre : « *Non, c'est juste une invitation à la réflexion. La prière, c'est de se pencher en avant sur son télécombiné-intelligent, ou brandir son télécombiné-intelligent devant un saint-curé-gardien de la calanque en prêchant : Réserver c'est protéger.* » Dans le lot des visiteur.euses rencontré.es, un nombre non négligeable de ces personnes n'étaient pas du tout ravi.es de la mesure. Les refoulé.es

de Sugiton n'ont, a priori, jamais été interrogé.es par les médias et le Parc.

A 13h30, nous quittons les lieux après avoir soigneusement déposé nos derniers tracts sur les pare-brise des voitures garées à Luminy.

"Une utilisation accrue de ce dispositif par les techno-gestionnaires de sites naturels est donc bien à craindre dans les temps qui viennent. D'autant plus si, comme l'un des gendarmes rencontrés ce jour, certain.es croient que cela est juste et positif parce que *c'est bien, c'est écologique ! On ne peut pas être contre l'écologie !*"

Cette matinée fut pour nous l'occasion de manifester notre opposition aux gestionnaires du Parc. Le message a été reçu par le Parc, mais pas compris. On peut lire sur la page dédiée à la réservation qu'une « reconduction du dispositif pour la saison estivale 2023 est d'ores et déjà envisagée ». Le principe est donc validé de fait et laisse entrevoir une généralisation de la smart nature à d'autres massifs gérés [24]. D'ailleurs, Troov, la start-up qui a développé la plateforme fait déjà de la publicité sur les réseaux sociaux, et précise que son « système pourrait se généraliser rapidement aux autres espaces naturels menacés par la sur-fréquentation ». De plus, l'entreprise profite de cette communication pour faire un appel du pied au parc de la Vanoise, du Mercantour, de Port-Cros et à celui des forêts [25]. Une utilisation accrue de ce dispositif par les techno-gestionnaires de sites naturels est donc bien à craindre dans les temps qui viennent. D'autant plus si, comme l'un des gendarmes rencontrés ce jour, certain.es croient que cela est juste et positif parce que « *c'est bien, c'est écologique ! On ne peut pas être contre l'écologie !* ». Nous n'aurons de cesse de leur rappeler que cette mesure est avant tout technologiste. Or, les technologies ne sauront jamais rimer avec l'écologie, l'incompatibilité de ces deux notions est tellement viscérale qu'elle est indiscutable. Ne leur en déplaise. Pour terminer, laissons la parole à Bernard Charbonneau :

L'intégriste de la nature est parfaitement intégrable dans le système industriel au titre de gestionnaire des réserves naturelles ou des parcs nationaux (le Luna Park régional n'étant guère qu'un bâtard d'espace vert et de foire-exposition) qui servent d'alibi aux réserves industrielles, immobilières, foncières ou touristiques, dans la proportion d'une alouette pour un cheval. Dans ces quelques espaces reliques administrativement surgelés, le naturaliste peut satisfaire sa passion d'une nature intacte comme l'ethnologue celle des sociétés tribales dans d'autres réserves-musées. Mais entre la nature provisoirement réservée - en attendant la prochaine station de ski ou camp militaire mieux vu des naturalistes parce qu'interdit au public - et la culture du béton dans l'asphalte, ce dont le Français sera privé c'est de la campagne où l'agriculteur habite et préserve la terre pour tous. N'étant ni bête ni ange, ni ours ni écologiste chargé de l'étudier et logé à ce titre dans le parc national, je ne peux que refuser une société qui m'interdit d'habiter ma patrie : la terre.

Bernard Charbonneau, *Le Feu Vert*, Éditions l'Échappée, page 99

En écrivant ce compte rendu nous avons relu quelques textes antérieurs à la création du Parc National des Calanques. Nous constatons que ce qui nous révolte, certain.es l'avaient déjà anticipé. C'est par exemple le cas de Michel Tanner, grimpeur marseillais, qui écrivait ceci :

« **Un parc national, OUI si c'est** : Pour arrêter définitivement l'avancée du béton ! [...]. Pour qu'En-Vau ne brûle jamais ! [...]. Pour en finir avec les égouts ! [...]. Pour que l'armée rende Carpiagne ! [...]. Pour une pêche raisonnée !

NON si c'est tout interdire aux petits parce qu'on est impuissants vis-à-vis des gros (pollueurs, profiteurs, institutionnels et privés) ! Les ennemis des Calanques sont le béton, le feu, l'égout, la marchandisation des loisirs, ce ne sont pas les pratiques individuelles, associatives, ou festives. Il n'y a pas de commune mesure entre les

ravages d'un incendie et la cueillette d'une branche de romarin, entre la pollution de toute une côte et la capture d'une girelle ou d'un sar ! Les organisateurs de plongées lucratives ou de promenades en mer payantes ne doivent pas avoir plus de droits que les pêcheurs amateurs, les plaisanciers discrets, les chasseurs sous-marins, les kayakistes [...].

NON si c'est accorder plus de prix à l'existence des salades sauvages qu'aux besoins d'espace, d'aventure et de libertés des jeunes ! L'escalade ne doit pas être limitée. La randonnée ne doit pas être cantonnée. Le bivouac ne doit pas être interdit (contrairement au feu et au camping). La chasse sous-marine ne doit pas être rejetée à la périphérie. Ces activités de plein air ont trempé le caractère de générations entières, il faut que cela continue !

NON si c'est transformer une nature somptueuse en pauvre jardin public, avec allées, pelouses interdites et heures d'ouverture ! [...] Pas de panneaux à l'intérieur du massif, que ce soit pour informer, pour interdire ou pour expliquer [...]. Pas de pollution visuelle, pas d'aménagement, pas de frénésie de sécurité !

NON si c'est donner un chèque en blanc à un directeur de parc qui pourrait n'être qu'un technocrate. La légitimité est du côté des usagers éclairés, organisés en association. La charte actuelle est inadmissible dans la mesure où elle laisse trop de points à la discrétion du futur directeur, notamment pour tout ce qui touche à la restriction des usages. Les règlements doivent être négociés avant le décret, en détail, avec les associations d'usagers.

Les calanques doivent rester un espace de liberté pour ceux qui les ont toujours respectées et défendues. »

Jacky Plauchud Vaucher et Barney Vaucher, *Calanques un siècle d'amour et de vigilance*, Editions Parole, page 196-197

Le Platane

lePlatane[a]protonmail.com

[1] <https://fr.calameo.com/books/0024881608609d8d196f4>

[2] C'est dans les années soixante que les premiers bâtiments du campus sont construits. L'architecte-en-chef est René Egger, un fasciné du béton, héritier du Corbusier. C'est à lui qu'on doit notamment le CHU et la faculté de la Timone, l'hôpital Nord, la faculté de Sciences de Saint-Jérôme... Bref, des bâtiments surtout connus pour leur laideur.

[3] Avant qu'Augustin Félix Fabre, un riche armateur marseillais, devienne propriétaire de ce domaine d'environ 1000 hectares en 1819. La famille le conservera jusqu'en 1945, date à laquelle l'Etat le récupère. Paul Cyprien Fabre, le descendant d'Augustin a ouvert la route qui donne accès à la crique de Sugiton

[4] Jacky Plauchud Vaucher et Barney Vaucher, *Calanques un siècle d'amour et de vigilance*, Editions Parole, page 57 notamment

[5] <https://www.change.org/p/non-%C3%A0-la-destruction-d-une-pin%C3%A8depour-l-extension-de-kedge-business-school>

[6] Voir leur site internet pour juger sur pièce

[7] <https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/marseille/marseille-petition-s-opposer-extension-du-campus-kedge-1406219.html>

[8] Voir la charte du Parc National des Calanques

[9] Dans ce cas-là, nous pouvons effectivement bien parler de disparition du paysage. Voir plus loin pour la référence.

[10] L'invitation a tout de même été diffusée sur le blog de Floraisons, sur le site de Marseille Infos Autonomes, sur l'Ire des Chênaies, radio Galère et radio Zinzine. A priori, les personnes nous ayant rejoint sont tous venus suite à l'annonce sur Marseille Infos Autonomes.

[11] https://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=543

[12] Disponible depuis avril 2022 sur le site de Pièces et main d'Ruvre :

https://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1671 et depuis début août sur le site du blog Floraisons :
<https://floraisons.blog/contre-linformatisation-des-calanques/>

[13] https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6178

[14] <https://www.arbe-regionsud.org/3171-operations-darrachage-de-plantes-exotiques-envahissantes-au-frioul.html>

[15] https://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1704

[16] <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-territoriaux/marseille-les-calanques-sur-reservation-4914788>

[17] Auteur du livre *Le Gang de la Clef à Molette*, qui devrait inspirer nos éco-gardes en herbe. Vous pouvez aussi lire ceci :

https://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1391

[18]

[https://www.francetvinfo.fr/economie/tourisme/dans-les-calanques-de-marseille-locaux-et-touristes-seduits-par-la-jauge-instauree-pour-l-acc%C3%A9s-5318851.html](https://www.francetvinfo.fr/economie/tourisme/dans-les-calanques-de-marseille-locaux-et-touristes-seduits-par-la-jauge-instauree-pour-limiter-l-acc%C3%A9s-5318851.html)

[19]

https://www.bfmtv.com/marseille/calanque-de-sugiton-tout-ce-qu-il-faut-savoir-sur-le-nouveau-systeme-de-reservation_AV-202205180366.html

[20]

<https://www.france24.com/fr/france/20220131-environnement-bient%C3%B4t-un-permis-de-visite-pour-pr%C3%A9server-les-calanques-de-marseille>

[21] <https://reporterre.net/Les-ravages-ignores-de-l-activite-mini%C3%A8re>

[22] https://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1720

[23] <https://reporterre.net/En-Chine-esclaves-des-machines>

[24] C'est déjà le cas en Corse :

<https://www.francetvinfo.fr/economie/tourisme/corse-bient%C3%B4t-un-quota-de-frequentation-sur-les-iles-lavezzi-pour-favoriser-le-tourisme-durable-5304418.html>

[25] https://www.linkedin.com/posts/troov-com_aezcologie-ecology-startup-activity-6949635068046815232-O2fg